

Résumé - Note de synthèse n° 2

Impact sur la santé mentale : Acceptabilité d'un futur vaccin

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Deux fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle.

La présente note détaille les principaux résultats de la seconde vague (1005 enquêtés, interrogés du 31 mars au 2 avril), réalisée donc **après deux semaines de confinement**, et revient sur certains aspects encore inexploités de la vague 1 : les troubles du sommeil, les signes de détresse psychologique, la proximité personnelle au COVID-19, l'acceptabilité d'un vaccin contre le COVID-19, et enfin le pronostic sur la durée de l'épidémie.

Après deux semaines de confinement, 74 % des adultes rapportent des problèmes de sommeil, la moitié d'entre eux estimant qu'ils sont apparus avec le confinement. Six fois sur dix, ces problèmes ont un impact sur la vie quotidienne. Cet impact est socialement différencié, mais il est aussi particulièrement aigu chez les jeunes adultes. Le confinement et le contexte dans lequel il a été mis en place semblent avoir entraîné à la fois une dégradation du sommeil et une réaction anxieuse au sein de la population, soulignant la dimension probablement traumatique de ce contexte et du confinement. D'ailleurs, 37 % des enquêtés présentent des signes de détresse psychologique. Cette détresse semble particulièrement élevée chez les jeunes hommes, et elle est nettement plus fréquente au sein des milieux défavorisés. En outre, 1 % des enquêtés déclare avoir eu une infection au COVID-19 confirmée par un test biologique ou un médecin, 9 % pensent avoir déjà été infectés sans que cela ait été confirmé, et les personnes qui rapportent avoir été infectées présentent plus souvent des signes de détresse psychologique.

Si un vaccin contre le COVID-19 était disponible, 26 % des adultes français le refuseraient, refus plus fréquent parmi les femmes, les 26-35 ans et en milieu populaire. Même si un tel refus concerne moins souvent les plus âgés, le fait que 22 % des plus de 75 ans refuseraient le vaccin pourrait néanmoins inciter les pouvoirs publics à cibler cette population lors de la mise en place d'une campagne de prévention. Enfin, en ces premiers jours d'avril, la moitié des Français estime toujours que l'épidémie ne sera pas encore terminée d'ici le mois d'août.

